

Connaissances pour le développement

Observatoire des sciences et des technologies au niveau pour le développement agricole et rural dans les pays ACP

[CTA et S&T](#)

[Dossiers](#)

[A propos](#)

Février 2010

Cette liste de diffusion contient les dernières mises à jour du site Connaissances pour le développement. Connaissances pour le développement .

Nouvelles initiatives

Repenser radicalement l'agriculture pour le 21ème siècle

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11132>

La croissance de la population, le manque de terres cultivables, les ressources limitées en eau douce et les changements climatiques ont des effets très préjudiciables sur la capacité du secteur agricole à répondre à la demande d'aliments, de fourrages, de fibres et de combustible en ce 21ème siècle. Le succès, pour satisfaire cette demande tout en réduisant l'impact environnemental de l'agriculture, dépendra de l'utilisation des techniques de biologie moléculaire contemporaine, mais aussi de l'amélioration des systèmes d'exploitation agricole fondés sur l'utilisation de l'eau salée et des flux de nutriments des récoltes. (Source : Science, 12 février 2010). Voir également : Agrominde, "UK foresighting" et IAASTD.

Un groupe d'experts s'est réuni au siège du CTA (Wageningen, Pays-Bas) les 25 et 26 février dernier pour entamer une deuxième série de discussions controversées et examiner les rapports de plusieurs évaluations internationales et études prospectives, ainsi que les contours de scénarios possibles pour l'agriculture afin d'établir les priorités d'avenir pour la recherche. Les résultats seront présentés lors de la GCARD qui aura lieu du 28 au 31 mars à Montpellier. France.

Première conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement (GCARD)

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11059>

Date : 28-31 mars 2010

Lieu: Montpellier, France

Le Conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement (GCARD), qui aura lieu du 28 au 31 mars 2010 à Montpellier (France), réunira près de 1 000 lauréats du Prix mondial de l'alimentation, ministres, agriculteurs, membres d'organisations de développement communautaire, scientifiques et chercheurs. La conférence s'est vue confier par le G8 la tâche de transformer les débats sur les besoins futurs de l'agriculture en actions constructives pour l'avenir de celle-ci. La GCARD cherchera à renforcer la recherche agricole face aux défis posés par la nécessité de permettre à une population en constante évolution de sortir de la pauvreté et d'échapper à la faim, et d'atteindre ces objectifs d'une façon durable sur le plan environnemental.

Stimuler la recherche européenne sur les îles du Pacifique

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11094>

La Direction générale du développement de la Commission européenne (DG-DEV) souhaite identifier les universités, chercheurs et étudiants européens qui s'intéressent à la région Pacifique. La Commission estime que les initiatives de recherche dans l'UE sur les îles du Pacifique manquent de visibilité et d'accessibilité. Stimuler une recherche européenne sur les îles du Pacifique constitue l'une des ambitions de la stratégie de l'Union européenne pour le Pacifique définie en 2006. Dans ce contexte, l'Unité de la DG responsable des relations entre l'UE et le Pacifique souhaite faciliter la mise en réseau des acteurs et organismes européens pour contribuer à cet objectif. Date limite d'inscription : 31 mars 2010.

Conclusions de la conférence Europe/Afrique sur la coopération en S&T, Mombasa, novembre 2009

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11041>

La Conférence des parties prenantes du CAAST-NET (plate-forme soutenue par le 7ème Programme-cadre pour la recherche et le développement de la Commission européenne) sur la coopération en science et technologie entre l'Europe et l'Afrique : Etat des lieux et voies à suivre s'est tenue à Mombasa, au Kenya, les 10 et 11 novembre 2009. Organisée par le ministère kenyan de l'enseignement supérieur, de la science et de la technologie (MoHEST) en collaboration avec le Bureau international du ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche (BMBF), cette conférence visait à renforcer la coopération scientifique et technologique interrégionale à travers une analyse des processus de coopération à divers niveaux. Vous trouverez ci-après le lien vous permettant de consulter le rapport de synthèse et le texte des recommandations (en anglais et en

français) qui ont été rédigés à l'issue de discussions intensives, en consultation avec les participants à la conférence, et ont donc permis de dégager un consensus d'opinions entre les différentes parties prenantes.

Deux scientifiques sud-africains distingués par l'UA

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11104>

Le 30 janvier dernier, deux chercheurs sud-africains ont reçu pour la première fois dans l'histoire de l'organisation le prix d'excellence scientifique de l'Union africaine (UA). Sélectionnés parmi 50 candidats, le Pr Diane Hildebrandt de l'université de Witwatersrand à Johannesburg et le Dr Patrick George Eriksson de l'université de Pretoria ont été distingués respectivement pour leurs travaux de recherche en sciences fondamentales / innovation et en sciences de la vie. Le Président de la Commission de l'Union africaine, le Dr Jean Ping, a affirmé que la sélection des candidats a été effectuée dans le cadre d'un processus transparent mené par l'UA. Il a déclaré que le Prix d'excellence scientifique visait à encourager la recherche africaine et à favoriser l'émulation dans les milieux scientifiques du continent. (Source : All Africa, 31 janvier 2010)

La création de chaires de recherche dans les universités africaines jugée utile

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11139>

Une initiative visant à persuader les pays du G8+5 à financer la création de 1000 postes de chargés de recherche dans les universités africaines connaît un essor remarquable. L'initiative baptisée « Chaires académiques pour l'Afrique » (Academic Chairs for Africa Initiative) demande aux membres du club des riches du G8 et aux pays émergents participant désormais aux sommets de ce regroupement, à savoir, le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et le Mexique, de s'engager à déboursier 100 millions de dollars EU chaque année et sur une période de cinq ans. Cette initiative s'inspire d'un programme canadien vieux de dix ans destiné à encourager les universitaires prometteurs à rester au pays. La version africaine du programme sera débattue lors d'une rencontre des académies de sciences des pays du G8+5 qui aura lieu le mois prochain au Canada (du 4 au 5 mars). Dans le cadre de cette initiative, les titulaires de chaires africaines percevraient 100 000 dollars EU chaque année, bien plus que le salaire moyen des enseignants de rang professoral dans la plupart des universités africaines. En contrepartie, les universitaires s'engageraient à préparer des étudiants en doctorat, assurer le mentorat de jeunes universitaires et prouver la pertinence de leurs travaux de recherche pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement des Nations Unies. (Source : SciDev.net, 12 février 2010)

Développements

L'apprentissage de l'agro-biodiversité : options pour les universités en Afrique subsaharienne

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11174>

Compte-rendu d'un atelier régional, 21-23 janvier 2009, Nairobi, Kenya
Par Per Rudebjer, Boudy Van Schagen, Sebastian Chakeredza, Henry Kamau (rédacteurs)

Cet atelier régional, premier du genre sur « l'apprentissage de l'agro-biodiversité : options pour les universités en Afrique subsaharienne », a rassemblé 42 représentants d'universités et d'institutions internationales provenant de 16 pays africains et 2 pays européens. L'objectif était de promouvoir le partage des connaissances et l'échange d'expériences, d'examiner les implications et l'intérêt des approches pédagogiques liées à l'intégration de l'agro-biodiversité dans les programmes d'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne, et d'explorer les modalités et les mécanismes susceptibles de renforcer l'enseignement et la recherche en agro-biodiversité sur le continent africain en initiant et facilitant le travail en réseau et l'apprentissage mutuel.

Sept mesures pour préserver la biodiversité

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11098>

Un consensus est en train d'émerger sur la question des mesures à mettre en œuvre pour préserver la biodiversité. Sept mesures de prévention devront être observées. Il conviendra, par exemple, de réserver un espace suffisant pour permettre le développement harmonieux des espèces et des écosystèmes. Il n'y a pas d'agriculture sans biodiversité. Les pratiques agricoles ne doivent donc pas mettre en péril la survie des espèces, quelles qu'elles soient. La protection durable de la biodiversité passe avant tout par une amélioration de la diversité végétale des zones agricoles et une réduction significative de l'usage des pesticides et des engrais. Il conviendra par conséquent d'intégrer les préoccupations liées à la biodiversité dans l'élaboration globale des projets de politiques. Parmi les autres mesures phares, citons notamment l'introduction de mécanismes de marché, l'aide au développement, la mise en place d'un commerce plus favorable à la biodiversité et l'adoption d'un modèle de gouvernance internationale. (Source : Countdown 2010)

Ethiopie : les indications géographiques au service de la biodiversité

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11096>

L'Ethiopie est l'un des premiers pays à utiliser les droits de propriété intellectuelle (DPI) pour mettre en valeur ses ressources génétiques végétales et ses savoirs traditionnels. Devant l'absence

d'une réglementation sur les indications géographiques (IG), l'Éthiopie a opté pour la solution consistant à utiliser les marques de commerce collectives sur les principaux marchés d'exportation afin d'apporter de la valeur ajoutée à ses cafés Sidamo, Yirgacheffe et Harrar/Harar. Le parlement éthiopien devrait mettre en place, fin 2010, une réglementation IG qui aura pour objet de donner une base juridique solide concernant la protection des indications géographiques, à l'échelon national tout d'abord puis à l'étranger, afin de promouvoir les produits de terroir éthiopiens comme le café, les haricots, les épices et condiments, ou encore les plantes aromatiques. (Source : Agricultural Biodiversity Weblog, André Heitz, 6 février 2010)

Ethiopie : scientifiques et donateurs critiquent violemment la loi sur la biosécurité

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11113>

Des scientifiques et des agriculteurs lancent un appel au gouvernement éthiopien pour qu'il procède au plus vite au réexamen d'une nouvelle loi sur la biodiversité qui, selon eux, limite les capacités de recherche agricole et pourrait entraver la distribution de l'aide alimentaire d'urgence. Depuis l'adoption de cette loi, les donateurs étrangers ont décidé d'interrompre le financement accordé aux instituts de recherche agricole dans le pays. Le gouvernement éthiopien a tenu récemment un forum de deux jours pour entendre et comprendre les objections avancées contre la Proclamation sur la biodiversité, approuvée par le parlement en juillet dernier. Cette loi vise essentiellement à protéger la biodiversité, la santé humaine et animale « des effets indésirables des organismes génétiquement modifiés ». Selon certains critiques, la proclamation étouffe la recherche qui a pour but d'améliorer la production agricole dans un pays affecté par les pénuries chroniques de denrées alimentaires. (Source : VOA, 4 février 2010)

Désaveu d'un brevet sur le *Pelargonium*

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11101>

Le 26 janvier dernier, la division d'opposition de l'Office européen des brevets (OEB) a abrogé un brevet accordé à la société Dr Willmar Schwabe. Deux organisations, le Centre africain de biodiversité (Afrique du Sud) et la Déclaration de Berne (Suisse), figure de proue de la lutte contre la biopiraterie, se sont mobilisées au nom de la communauté sud-africaine d'Alice, dans la province du Cap, pour s'opposer à ce brevet. La plainte visait un médicament fabriqué par la firme Schwabe, l'Umckaloabo, obtenu à partir d'extraits de *Pelargonium sidoides* et de *Pelargonium reniforme* pour le traitement d'inflammations de la cavité buccale et pharyngée. Nomtunzi Api, représentant de la communauté d'Alice, ne cache pas sa joie : « Les Africains sont parvenus pour la première fois à défier et contrer avec succès un brevet injustement délivré. Nous nous réjouissons que Schwabe ait perdu le droit de monopoliser des ressources génétiques issues du savoir traditionnel d'Afrique du Sud ». (Source : Centre africain pour la biosécurité, 26 janvier 2010)

Tanzanie : les Etats-Unis et le Brésil veulent déposer un brevet sur une variété de sorgho local

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11146>

La Tanzanie envisage d'intenter une action en justice contre les gouvernements américain et brésilien, ainsi que deux multinationales, pour empêcher le dépôt d'un brevet sur un gène de sorgho local. Les souches de sorgho – aliment de base dans le pays – sont particulièrement tolérantes à l'aluminium si fréquent dans les sols acides. La Tanzanie explique que le dépôt d'un brevet américain ou brésilien sur cette variété végétale risquerait d'avoir des conséquences dramatiques sur la sécurité alimentaire du pays et constituerait une violation délibérée des traités internationaux. Cet état de fait contribuerait à la hausse des prix des denrées alimentaires, dans la mesure où les firmes multinationales cherchent à tirer le meilleur parti de leurs brevets pour engranger des bénéfices colossaux en vendant les semences de sorgho à un prix élevé, alors que des millions de Tanzaniens vivant aujourd'hui dans des conditions d'extrême pauvreté arrivent difficilement à se nourrir. (Source : All Africa, 15 février 2010)

Nouveau projet basé sur une approche écosystémique : la contribution des pollinisateurs sauvages à la production alimentaire

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11100>

La FAO coordonne actuellement un projet PNUE / GEF (Programme des Nations Unies pour l'environnement / Fonds pour l'environnement mondial) bénéficiant d'un financement global de 26,45 millions de dollars EU afin de mieux préserver certains aspects de la biodiversité sauvage qui fournissent des services de pollinisation aux sociétés humaines. Ce projet unique, intitulé « Conservation et gestion des pollinisateurs pour une agriculture durable au moyen d'une approche écosystémique », sera mis en œuvre pour une durée de cinq ans dans sept pays (Brésil, Ghana, Inde, Kenya, Pakistan, Népal et Afrique du Sud). Il vise à soutenir la sécurité alimentaire, la nutrition et les moyens de subsistance à travers l'amélioration de la conservation et l'utilisation durable des pollinisateurs. L'objectif immédiat consiste à tirer parti des services que nous rend la nature (la pollinisation notamment) pour assurer un développement humain et agricole durable au moyen d'une approche écosystémique dans les pays sélectionnés. (Source : FAO, 2010)

La région Pacifique confrontée au défi des espèces exotiques envahissantes (EEE)

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11159>

Selon une nouvelle publication coordonnée par le GISP (Programme mondial sur les espèces envahissantes), les espèces exotiques envahissantes représentent une grave menace pour les pays

de la région Pacifique, y compris les Fidji. Parue en février 2010, cette publication dresse une liste des espèces exogènes considérées comme étant une réelle menace pour la biodiversité. Don Stewart, représentant de BirdLife International pour la région Pacifique, explique qu'un certain nombre de ces espèces ont malheureusement envahi les îles du Pacifique Sud. Les espèces exotiques envahissantes (végétaux et animaux) ne sont pas natives de cette zone mais ont été introduites soit par le commerce, soit par des tentatives mal inspirées visant à protéger la faune et la flore dans la région. (Source : English.news.cn, 19 février 2010)

Les graines du mécontentement : la plante miracle qui ne tient pas ses promesses

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11149>

Un rapport accablant publié récemment révèle que le jatropha, présenté ces dernières années comme une plante miracle pour la production à grande échelle de biocarburants tirés de ressources renouvelables, fait planer le spectre de la pauvreté alimentaire sur des milliers d'agriculteurs de pays en développement. Il y a 5 ans, le jatropha était considéré par les investisseurs et les scientifiques comme une alternative incontestable aux énergies fossiles. Il n'était pas question, de surcroît, d'appauvrir davantage les agriculteurs en détournant les terres agricoles à d'autres fins que celles de la production alimentaire. On disait de cette plante qu'elle était très résistante à la sécheresse et aux ravageurs, et qu'elle n'entrerait pas en concurrence avec les cultures de produits alimentaires. Des chercheurs ont toutefois montré que la pauvreté avait gagné du terrain dans les pays (comme l'Inde et la Tanzanie) qui avaient opté pour sa culture. (Source : the Independent, 15 février 2010)

Les effets du changement climatique sur les systèmes de culture

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11109>

L'adaptation des plantes cultivées au changement climatique est un défi qui hante l'esprit des phytogénéticiens du monde entier, dont le Dr Calvin Qualset, de l'Université de Californie à Davis, qui a prononcé un discours lors de la conférence « Sécurité alimentaire et changement climatique » le 3 février dernier à Amman. Selon lui, multiplier les activités d'amélioration génétique dans des conditions environnementales incertaines, c'est viser une cible mouvante. Le Dr Qualset a mis en lumière la panoplie d'outils mis à disposition des phytogénéticiens pour mettre au point des variétés résilientes face aux aléas climatiques, aux risques croissants de pénuries d'eau et à l'augmentation de la demande des consommateurs. Il a également souligné la façon dont les phytogénéticiens ont visiblement changé l'approche de leurs activités au cours des dernières décennies, se focalisant notamment sur les variétés locales et leur développement au détriment des solutions proposées par la révolution verte – période au cours de laquelle il était possible de cultiver la même variété sur une zone géographique très étendue. (Source : CGIAR, 3 février 2010)

L'UE accorde une subvention à l'Afrique de l'Ouest et du Centre pour la recherche sur l'igname

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11105>

Le Programme science et technologie de l'Union européenne en faveur des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (EU-ACP) a dégagé une enveloppe de 750 000 € (soit environ 1 million de dollars EU) pour la recherche sur l'amélioration de l'igname dans six pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Cameroun, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria et Togo). Le projet de recherche dénommé « Renforcement des capacités pour la recherche-développement sur l'igname en Afrique de l'Ouest et du Centre » (SCYReC) vise à améliorer les capacités locales de recherche dans ce domaine. (Source : IITA, African Agriculture, 1er février 2010)

Ghana : baisse du nombre d'étudiants en agriculture

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11156>

Quatre professeurs d'université ont exprimé leurs vives inquiétudes face à la baisse du taux d'inscription d'étudiants dans les facultés d'agriculture au Ghana, estimant que la situation pourrait avoir des conséquences désastreuses pour la sécurité alimentaire du pays. Ils ont exhorté toutes les parties prenantes concernées, à savoir le Conseil des examens de l'Afrique de l'Ouest (WAEC), les établissements secondaires du premier et deuxième cycle, les universités et le gouvernement à élaborer et mettre en œuvre des politiques et des programmes pour couper court à certaines idées reçues sur cette filière et encourager les étudiants à s'orienter vers les métiers de l'agriculture. (Source : Graphic Ghana, 18 février 2010)

Identification fonctionnelle de gènes reposant sur le principe du « guilt by association » (similarité fonctionnelle entre gènes)

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11107>

Des chercheurs ont mis au point un nouveau modèle statistique qui peut être utilisé pour prédire la structure et la fonction de gènes de plantes non caractérisés avec une rapidité et une précision inouïe. Le réseau dubbed AraNet compte plus de 19 600 gènes corrélés entre eux par plus d'un million de liens et permet de multiplier par dix le taux de découverte de nouveaux gènes contenant des informations sur un caractère spécifique. Il s'agit là d'un grand bond en avant pour la biologie végétale fondamentale et la recherche agricole. (Source : Institut Carnegie des sciences, 1er février 2010)

Les ministres de la recherche adoptent une déclaration sur le rôle de la science

Les ministres européens de la recherche se sont engagés à augmenter les investissements dans la recherche et le développement (R&D) et à créer un climat de confiance vis-à-vis des scientifiques. Les ministres se sont rassemblés dans la ville de Saint Sébastien, en Espagne, pour une réunion informelle du Conseil Compétitivité. Les délégués ont également adopté à l'unanimité la déclaration de Donostia, que l'Espagne considère comme « un document qui lancera le concept d'une science réactive et responsable, capable d'offrir des solutions à court terme ». Le document explique qu'en plus de développer de nouveaux produits et services, la recherche s'appuie sur des matériaux, des équipements et des infrastructures avancés, pour la plupart fournis par des sociétés européennes. (Source : CORDIS, 9 février 2010)

Publications

Lignes directrices pour l'évaluation rapide de la performance de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire dans les pays en développement

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11164>

Evaluation de la chaîne de valeur : un modèle standard d'analyse ?

Par C. da Silva, H. de Souza Filho, FAO 2007.

Ce document donne des lignes directrices et présente une stratégie méthodologique pour l'analyse des chaînes de valeur du secteur agroalimentaire. Ces lignes directrices apportent des informations sur les principes conceptuels d'une analyse de chaîne de valeur (composantes de la chaîne agroalimentaire, planification de la recherche et implication des parties prenantes dans le processus de validation).

Scénarios d'un mécanisme REDD potentiel : réduction des émissions de carbone forestier, protection et préservation de la biodiversité – Etude documentaire menée en Tanzanie et en Ouganda

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11165>

Par A. Vatn; P. Vedeld et J.G. Petursson, Université norvégienne des sciences de la vie, 2009.

Le présent document examine certaines questions liées à la mise en place des mécanismes REDD (le dispositif de réduction des émissions de carbone issues de la déforestation et de la dégradation des forêts) dans le cadre d'un accord post-Kyoto. Il explore plus précisément les possibilités d'élaboration d'un mécanisme REDD à l'échelon national et met en lumière les défis spécifiques auxquels seront confrontés deux pays, à savoir la Tanzanie et l'Ouganda. Il souligne en outre la nécessité de conclure un accord international global concernant son rôle et sa structure, mais aussi d'instaurer une structure de gouvernance mondiale afin de distribuer équitablement les ressources engagées. Il conviendra également de mettre en place un cadre de gouvernance adéquat qui permettra d'orienter les activités REDD dans les pays qui se sont engagés à réduire leurs émissions de carbone.

Le potentiel des biocarburants de seconde génération dans les pays en développement

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11166>

Par Agence internationale de l'énergie (AIE), février 2010.

L'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) a publié une note d'information intitulée « Production durable de biocarburants de seconde génération : potentiel et perspectives d'avenir dans le monde développé et les pays en développement ». Ce document présente un ensemble d'opportunités mais aussi de risques liés aux technologies de biocarburants dites de « seconde génération », comme le démontrent plusieurs études de cas menées dans huit pays : Brésil, Cameroun, Chine, Inde, Mexique, Afrique du Sud, Tanzanie et Thaïlande. Le rapport commence par explorer les technologies de seconde génération, ou technologies avancées, et leur potentiel de production. Il donne une estimation du niveau futur de la demande par projection des tendances et met en évidence un certain nombre de facteurs prédictifs. Il dresse ensuite un tableau exhaustif des matières premières utilisables et évalue le potentiel de la production bioénergétique à travers le monde. Le dernier chapitre met en lumière le potentiel global à long terme de la production de biocarburants de seconde génération dans les pays en développement, en tenant compte notamment de leur impact économique, social et environnemental.

30 années de sciences : les cycles de création des connaissances

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11169>

Ce document de réflexion examine les relations entre les facteurs géopolitiques et l'activité scientifique sur la base de données publiées au cours de la période 1980-2009. L'étude se fonde principalement sur l'application des méthodes bibliométriques pour l'analyse à grande échelle des cycles de la géopolitique de création des connaissances. Le document présente l'évolution des résultats scientifiques obtenus dans les pays de l'ex-URSS et du bloc de l'Est, ainsi qu'au Moyen-Orient, et montre dans quelle mesure la carte mondiale des sciences a été redessinée au profit de l'Asie.

Evénements

9ème Symposium international sur la biotechnologie des plantes à Cuba

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11058>

Lieu : Santa Clara, Cuba
Date : 20 - 22 avril 2010

Le 9ème Symposium international sur la biotechnologie des plantes, organisé par l'Instituto de Biotecnologia de las Plantas, se tiendra à Santa Clara, Villa Clara (Cuba), du 20 au 22 avril 2010. Les sujets couverts seront les suivants : l'amélioration des plantes, la biofortification et le génie métabolique, la génomique fonctionnelle et la protéomique, la biotechnologie, le changement climatique et la sécurité alimentaire.

5ème Conférence mondiale de recherche sur la dolique

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11058>

Lieu : Dakar, Sénégal
Date : 27 septembre – 1er octobre 2010

Des chercheurs du monde entier seront réunis à Dakar (Sénégal) du 27 septembre au 1er octobre 2010 pour la 5ème conférence mondiale de recherche sur la dolique. Durant 5 jours, les participants examineront des questions liées à la recherche afin de mieux faire connaître la dolique, une culture viable qui contribue à la génération de revenus et à la sécurité alimentaire. Cette conférence, intitulée « Favoriser le progrès scientifique pour améliorer les moyens de subsistance des acteurs intervenant dans la chaîne de valeur de la dolique », couvrira un large éventail de sujets : amélioration génétique de la dolique, utilisation des outils moléculaires, nutrition humaine, transformation et commercialisation de la dolique. La conférence est organisée par l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), en coopération avec le programme Dry Grain Pulses Collaborative Research Support Programme (Pulse-CRSP), l'Université Purdue et l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA).

Bourses

Fonds Crawford : Appel à candidatures pour le programme de bourses 2010

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11171>

Le Fonds Crawford a lancé un appel à candidatures pour son programme de bourses 2010 destiné en priorité aux chercheurs de la région Pacifique. Ce programme a été créé pour encourager des chercheurs agricoles ayant montré un réel potentiel à poursuivre des études postdoctorales. Cette bourse prestigieuse offre aux candidats sélectionnés l'opportunité d'effectuer un séjour d'études en Australie qui, inmanquablement, aura une dimension incitative pour les bénéficiaires, au-delà des conséquences positives pour l'agriculture de leur pays d'origine et dans le pays hôte. Les candidats ne devront pas être âgés de plus de 35 ans au moment de la demande et doivent être originaires des pays en développement ci-après : Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Cambodge, Timor oriental, Fidji, Indonésie, Laos, République du Nioué, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu, Kiribati, Vanuatu et Vietnam). La formation se déroulera au sein d'une institution australienne et mettra l'accent sur la mise en application des connaissances acquises en vue d'améliorer la production agricole dans le pays d'origine des apprenants. **Date de clôture des candidatures : 12 avril 2010**

Postes scientifiques à pourvoir

Le FARA recherche des consultants

<http://knowledge.cta.int/fr/content/view/full/11172>

Le Forum pour la recherche agricole en Afrique (FARA) recherche des consultants pour conduire des entretiens individuels approfondis et coordonner le développement d'une stratégie de renforcement des capacités en matière de production agricole et de gestion des ressources naturelles sur le continent africain. Il conviendra en outre de lancer un processus de consultation en ligne pour appuyer cette mission.

Vous êtes déjà abonné à cette liste de diffusion sous **name@xxx.com**. Vous pouvez vous désabonner en envoyant un courriel en blanc à l'adresse leave-knowledge-fr@lists.cta.int

Si vous avez reçu ce bulletin d'informations et si vous souhaitez recevoir les prochains numéros, consultez le site web [Connaissances pour le développement](http://knowledge.cta.int) ou envoyez un courriel en blanc à l'adresse join-knowledge-fr@lists.cta.int

Coordination : Rutger Engelhard, Contactivity et Judith Francis, CTA



CTA is an institution of the ACP Group of States (Africa, Caribbean and Pacific) and the EU (European Union), in the framework of the Cotonou Agreement and is financed by the EU.